

## CHRONOLOGIE DU MOUVEMENT

### AVERTISSEMENT:

Le pays compte encore 84 universités et 4 330 lycées.

*Perturbé* signifie que certains cours ont encore lieu, ou qu'une partie seulement des lieux est occupée et bloquée.

### LUNDI 16 JANVIER.

Annnonce de la création du CPE (Contrat Première Embauche).

### MARDI 7 FÉVRIER.

Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés, qui réunissent entre 220 000 et 400 000 personnes. Forte mobilisation dans l'ouest (15 000 à Rennes, 20 000 à Nantes, 2 000 à St Nazaire, 5 000 à Brest, 2 000 à Vannes, 7 000 à St Brieuc). **Rennes**: la grève, l'occupation et le blocage de l'université de Rennes II sont votés après occupation de la Chambre des métiers. Lille: occupation de la CCI et de l'ANPE Vieux-Lille. **Grenoble**: 10 000 personnes manifestent.

### JEUDI 9 FÉVRIER.

L'amendement de la «loi sur l'égalité des chances» qui introduit le CPE est adopté à l'Assemblée Nationale. L'ensemble de la loi sera adoptée le 11 février à l'aide de l'article 49-3 qui interrompt les «débat». Le lendemain, début du blocage de l'université de Toulouse. **Rennes**: occupation de la Chambre de Commerce et de l'Industrie.

### MARDI 14 FÉVRIER.

**Nantes**: la grève est votée à la fac de Nantes avec blocage à partir du lendemain. Idem à la fac de Lettres de Brest. **Rennes**: manifestation de 10 000 personnes puis occupation de la gare qui bloque tout le trafic breton (et un TGV Rennes-Paris) pendant une heure.

### MERCREDI 15 FÉVRIER.

**Grenoble**: blocages à l'université Pierre Mendès-France. Idem le lendemain, avec manif sauvage (200 personnes).

### JEUDI 16 FÉVRIER.

**Lille**: occupation de la direction régionale de l'ANPE, rue de Jemmapes.

### SAMEDI 18 FÉVRIER.

Première coordination qui se réunit à Rennes II (30 facs représentées, quasi aucune en grève ou blocage): «nous réaffirmons notre détermination sans faille à continuer la lutte jusqu'au retrait pur et simple du CPE. Nous appelons ainsi toutes les universités et lycées à se mettre en grève», tout en lançant des appels à mobilisation les 23 février, 28 février et 7 mars.

### MARDI 21 FÉVRIER.

**Nanterre** (Paris X): vote le blocage après une semaine d'AG.

### MERCREDI 22 FÉVRIER.

**Lille**: l'université Lille III vote la grève, l'occupation et le blocage.

### JEUDI 23 FÉVRIER.

Manifestations dans les grandes villes à l'appel des syndicats étudiants et des branches «jeunes» des partis: 5 000 à Paris, 2 000 à Rennes, 1 000 à Toulouse, quelques centaines dans les autres.

Onze universités/IUT sont en grève: Rennes I & II, Toulouse, Lille III, Poitiers, Nanterre, Tours, Orléans, Brest, Nantes, Lannion et Tolbiac à Paris (qui vote le blocage en ce jour lors de sa première AG).

#### **SAMEDI 25 FÉVRIER.**

Deuxième coordination étudiante réunie à Toulouse-Rangueil, qui adopte la plate-forme du mouvement étudiant demandant, «un emploi stable pour tous», le retrait de toute la «loi sur l'égalité des chances» (dont le CPE), celui du CNE et de la loi Fillon, ainsi qu'un réengagement financier de l'Etat dans l'université et un plan pluriannuel de créations de postes.

#### **LUNDI 27 FÉVRIER.**

**Paris:** blocage des campus parisiens de Jussieu, Censier et Tolbiac. Le Sénat commence à examiner la «loi sur l'égalité des chances». Elle sera adoptée le 1er mars.

#### **MERCREDI 1ER MARS.**

**Nantes:** occupation de la Direction du travail et de l'emploi.

#### **SAMEDI 4 MARS.**

Troisième coordination nationale étudiante à Jussieu (Paris): trente-neuf universités présentes. Bien contrôlée par l'Unef, elle continue la tactique des grandes journées d'action avec les syndicats et des blocages les mardis et jeudis. La proposition d'appeler les salariés à la grève après le 7 mars est repoussée.

#### **LUNDI 6 MARS.**

**Nantes:** occupation du Medef.

#### **MARDI 7 MARS.**

Manifestations dans 200 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés, qui réunissent entre 400 000 et un million de personnes.

Plusieurs nouvelles universités des grandes villes votent la grève: Lille, Lyon, Aix-Marseille, Strasbourg, Nancy-Metz, Rouen, Montpellier.. **Toulouse:** occupation de la mairie, suivie de trois heures d'affrontements place du Capitole où plusieurs cafés sont attaqués, et dans les rues adjacentes, quatre arrestations. **Brest:** 12 000 manifestants, et occupation de la CCI pendant une heure avant une expulsion musclée. **Grenoble:** 15 000 manifestants et continuation en manif sauvage. **Lille:** 15 000 manifestants, échauffourées à la fin de la manif, vingt-huit garde-à-vue. Lille I est bloquée depuis la veille. **Paris:** manifestations sauvages de lycéens le matin à partir de la coordination Paris Est, débuts de barricades sur le cours de Vincennes partiellement bloquée. Le cortège lycéen remonte ensuite le parcours à contre sens et tente de prendre la tête de la manif syndicale à Nation.

#### **MERCREDI 8 MARS.**

Trente-huit universités (21 selon le ministère) sont désormais en grève, soit le double de la veille, dont une partie bloquées. **Paris:** après avoir voté la grève la veille, la Sorbonne vote l'occupation à partir de l'amphithéâtre Descartes. Blocage sauvage de la circulation pendant une heure devant l'Assemblée Nationale, par des étudiants de Jussieu et Censier.

#### **JEUDI 9 MARS.**

Les syndicats annoncent deux journées d'actions pour les 16 mars (étudiants et lycéens) et 18 mars (confédérations syndicales). quarante-cinq universités et neuf IUT en grève, une dizaine de plus que la veille, dont le campus 1 de Caen (31 universités perturbées et 11 en grève selon le ministère). Le Parlement adopte définitivement la loi. Sur RFO Télé-Guadeloupe, Sarkozy déclare: «le CPE a été voté, il faut qu'il s'applique». **Paris:** blocage de la place de l'Étoile autour de l'Arc de Triomphe sur les Champs-Élysées pendant une heure par 3 000 manifestants, puis départ vers la Sorbonne occupée. Premières échauffourées avec des fafs. Blocage du boulevard St Michel

puis affrontements devant l'université fermée par des barrages policiers. Jets d'objets, feux de poubelles et vitrines d'un Crédit Lyonnais brisées. **Grenoble** : Manif et rassemblements devant la CCI, devant un McDonald's et dans le World Trade Center. Début de l'occupation de la galerie des amphis de l'UPMF (université Pierre Mendès-France), qui durera jusqu'au 15 avril. **Toulouse** : 500 à 1 000 manifestants défilent en exigeant la libération des quatre interpellés du mardi, qui finissent par être relâchés.

#### **VENDREDI 10 MARS.**

**Paris** : rassemblement l'après-midi devant la Sorbonne, désormais bouclée par les gendarmes. 200 manifestants réussissent à contourner le dispositif et à s'introduire dans la fac par une fenêtre brisée puis par un échafaudage rue St Jacques ou les toits. Le sénateur PS Mélenchon qui s'est auto-invité à l'AG s'en fait virer sous la menace. Peu avant minuit, c'est l'affrontement. Des fenêtres de la Sorbonne, les keufs se prennent extincteurs, ordinateurs, mobilier et livres. De l'extérieur, jets de bouteilles et de grilles. De petites barricades sont érigées boulevard St Michel, tentative de défoncer le Crédit Mutuel. **Caen** : affrontements le soir, à la fin du festival «Bar à Zique», pendant trois heures en centre ville.

#### **SAMEDI 11 MARS.**

**Paris** : la Sorbonne est expulsée vers 3h45 du matin. Les dégâts seront évalués à au moins 500 000 euros la semaine suivante («système anti-incendie hors d'usage, un quart des extincteurs détruits, des installations électriques endommagées, une chaudière sabotée», «il faudra prévoir le rachat de livres, d'une cinquantaine d'ordinateurs, de tables, chaises, portes et fenêtres. Mais rien ne pourra remplacer les précieux ouvrages anciens de l'École de Chartres abîmés ou brûlés pendant les affrontements»). La direction ferme l'université en attendant la remise aux normes. Suite à l'expulsion, un groupe défonce le McDo à Luxembourg.

#### **DIMANCHE 12 MARS.**

Au journal télé de 20 heures, le Premier Ministre annonce trois aménagements ridicules du CPE tout en précisant «la loi qui a été votée s'appliquera». La quatrième coordination nationale, réunie à Poitiers précise «nous refusons de nous incliner face à un gouvernement qui passe en force et qui nie toute démocratie. Nous refusons de nous incliner face à l'usage de la répression qui devient systématique comme à Rennes, Lille, Toulouse, Tours, Paris...» et appelle à des journées de manif et de grève le 23 mars.

#### **LUNDI 13 MARS.**

Cinquante universités perturbées (41 selon le ministère). **Paris** : une AG se tient à la fac de Médecine, suivie d'une petite manifestation sauvage dans le quartier Latin qui finit par l'occupation du Collège de France pour une centaine de manifestants. Il sera expulsé au bout de plusieurs heures. **Lyon** : occupation d'une permanence de l'UMP, d'où les affiches volent et brûlent. Huit interpellés ensuite relâchés. **Marseille** : opération péage gratuit dans un tunnel souterrain de la ville. **Seine-St-Denis** : les lycéens de Jean Jaurès à Montreuil bloquent le bahut avant que l'intervention des flics ne finisse en échauffourées. Il est alors fermé administrativement pour la journée et 800 lycéens tiennent ensuite leur AG en squattant le hall de la mairie. **Nantes** : auto-réduction au restaurant universitaire «le Rubis». **Rennes** : le référendum organisé par la présidence est annulé suite aux bousculades avec les anti-bloqueurs. Manifestations sauvages et spontanées de lycéens également dans le Nord à Amiens, Lens et Arras.

#### **MARDI 14 MARS.**

Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats lycéens et étudiants, qui réunissent 41 000 personnes. La gauche dépose un recours contre l'article du CPE devant le Conseil

Constitutionnel. Cinquante-neuf universités perturbées (46 selon le ministère). **Paris** : Nombreuses ballades sauvages de lycéens le matin, d'un bahut à l'autre. Nouveau rassemblement place de la Sorbonne à l'issue de la manifestation de 4300 personnes qui part de place d'Italie, et affrontements de plusieurs heures à coups de pavés, bouteilles, grilles et barrières métalliques. Neuf policiers sont blessés, dont une commissaire touchée à la tête. Six manifestants sont déférés au tribunal. Un groupe de faf est également intervenu et des coups de pierres sont échangés avec les anti-CPE. **Strasbourg** : balade sauvage qui occupe successivement Assedic, Medef, préfecture et McDo. **Ile-de-France** : la présidence ferme Nanterre (Paris-X) administrativement.

### MERCREDI 15 MARS.

Quarante-six présidents d'université lancent un « appel au dialogue pour sortir de la crise » tandis que sept d'entre eux avaient demandé la suspension ou le retrait du CPE depuis deux jours. Soixante-quatre universités perturbées (51 selon le ministère). **Paris** : le lycée Maurice Ravel (20e) est envahi et occupé par 80 jeunes. Une manif sauvage se ballade pendant 3 heures de la Sorbonne vers Châtelet et le Palais de Justice, se frite avec les CRS rue de Rivoli, voit partir des canettes contre le commissariat des Halles, occupe brièvement le Théâtre de la ville de Paris avant de se disperser le soir place de la Sorbonne. **Grenoble** : occupation d'une ANPE et défilé « ironique » d'esclaves.

### JEUDI 16 MARS.

Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants et lycéens, qui réunissent entre 250 000 et 500 000 personnes. **Paris** : manifestation place d'Italie-Sèvres-Babylone (33 à 120 000 personnes). Sur le parcours, départ en manif sauvage à hauteur de rue de Vaugirard, de nombreuses voitures sont défoncées et des commerces attaqués (dont une bijouterie). Suite aux affrontements place Sèvres-Babylone où brûlera aussi un kiosque à journaux, plusieurs milliers de manifestants se retrouvent

place de la Sorbonne où les affrontements continuent de plus belle : dépavage, molotovs, début d'incendie de l'ancienne librairie PUF et des chaises prises aux cafés Le Patios et L'écritoire volent. Après plusieurs heures, de petits groupes poursuivent la bagarre. Plusieurs voitures sont renversées et enflammées, des barricades érigées et des commerces attaqués (dont un Crédit Mutuel, un Gap et le cinéma Champollion). Un groupe de plus d'une centaine de fafs avec casques et barres attaquera des manifestants isolés à Odéon. Quarante-six keufs blessés dont 11 hospitalisés et 187 interpellations (77 garde-à-vue, 15 déférés devant la justice). **Rennes** : affrontements des manifestants (6 à 15 000) avec la flicaille. Poubelles en feu, véhicules endommagés, pavés et molotovs. Un manifestant de 24 ans accusé de lancer de molotov se prendra 10 mois ferme le lendemain en comparution immédiate. **Chalons-sur-Saône** : 200 lycéens s'affrontent avec les flics, un d'eux blessé. **Seine St Denis** : des centaines de lycéens font pression au Raincy pour être reçus par le maire et un affrontement finit par éclater. Deux keufs hospitalisés et plusieurs lycéens blessés. **Val-de-Marne** : 200 lycéens tentent d'investir le domaine Chérioux à Vitry-sur-Seine, où se trouvent deux lycées, un collège et un IUT. Repoussés par le personnel, deux voitures flambent, une troisième est retournée, le mobilier urbain vole et les keufs sont caillassés (2 sont blessés, 6 manifestants interpellés). Un journaliste du Parisien s'y fait frapper. **Val d'Oise** : affrontements sur la Dalle d'Argenteuil à coups de pierres, « des boules de pétanque auraient même été lancées ». Un policier et un CRS hospitalisés. Affrontements également à Nantes, Montpellier et Toulouse.

### VENDREDI 17 MARS

Soixante-sept universités perturbées (49 selon le ministère). **Toulouse et Tours** : péages gratuits. **Paris** : manifestation devant la Sorbonne. où la police a désormais fermé la place et toutes les rues donnant accès à l'université par des murs métalliques anti-émeute. **Grenoble** : tentative de blocage de la Préfecture,

vite dégagée. **Ile de France:** pillage d'un supermarché par des lycéens à Arpajon et affrontements lors d'une manif de 200 lycéens à Juvisy (Essonne), affrontements, matériel urbain brisé, voitures défoncées et deux brûlées au Raincy (Seine St Denis) à l'issue de la manif de 500 lycéens devant la mairie, affrontements à Savigny le Temple et à Thorigny sur Marne (Seine et Marne), dégradation du lycée professionnel Auguste Perdonnet puis d'une vingtaine de voitures et d'un bus.

#### **SAMEDI 18 MARS.**

Manifestations dans 160 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («troisième journée d'action contre le CPE»), qui réunissent entre 530 000 et 1,5 millions de personnes. **Paris:** manifestation Denfert-Rochereau-Nation. Après les affrontements place de la Nation où une dizaine de commerces sont attaqués, des groupes se dispersent aux alentours. De la porte de Vincennes à Porte de Montreuil, une barricade bloque le bd Davout, deux McDonald's sont défoncés, des voitures enflammées, puis ce sont des distributeurs de billets et le mobilier urbain qui sont pris d'assaut rue d'Avron. Les derniers affrontements finissent dans le quartier Latin où des dizaines de manifestants s'acharnent en vain contre les murs métalliques anti-émeute. 34 keufs sont blessés (26 gendarmes mobiles, 6 CRS et 2 agents de la Préfecture) et 167 personnes arrêtées (72 garde-à-vue, 24 déferées au parquet). 18 manifestants sont blessés, dont Cyril Ferez, un syndicaliste de 39 ans de Sud-PTT, dans le coma après avoir été notamment piétiné et matraqué lors d'une charge à Nation. **Rennes:** occupation de la mairie. **Angers:** occupation de la gare. Affrontements également à Clermont-Ferrand, Grenoble, Tours et Marseille. **Lyon:** Fin de manifestation anti-CPE qui se heurte à une manifestation de fascistes turcs, venuEs protester contre la construction du mémorial du génocide arménien. Affrontements entre manifestantEs des deux bords. Puis entre la police, qui encadre la manif fasciste, et des anti-CPE rejointEs par des jeunes en goulotte.

#### **DIMANCHE 19 MARS.**

La cinquième coordination nationale réunie à Dijon finit sur un «appel à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE», et lance une journée d'action lycées/facs le 21 et des manif le 23 mars. Elle nomme pour la première fois des porte-parole (seize) à destination des médias et des syndicats.

#### **LUNDI 20 MARS.**

Soixante-sept universités perturbées (45 selon le ministère), 139 lycées bloqués et 174 perturbés (selon le ministère). Les syndicats étudiants de gauche refusent de se rendre au ministère de l'Education, qui se contente de l'UNI et la Fage, et qui apprécie «ce retour au dialogue». Les syndicats de salariés, poussés par leur base finissent par décider ensemble d'une «journée d'action» le 28 mars. **Paris:** grâce à plusieurs échauffourées, quelques tentatives de faire cours à Tolbiac échouent. Sciences-Po (pour une nuit) et l'EHESS sont occupés. **Caen:** occupation d'un hôtel des impôts pendant une heure et demie. **Ile de France:** manifestations dans une dizaine de lycées de Seine St Denis. Mobilier urbain défoncé, trois voitures en flammes et caillassages à Drancy où les deux bahuts sont ensuite fermés. Ceux de Noisy et Gagny sont bloqués. Affrontements avec les flics à Savigny (Seine-et-Marne), jets de pierre, des poubelles et une voiture brûlées. À l'université de Nanterre (Hauts-de-Seine), baston avec les vigiles lors d'une tentative de pénétrer en force pendant le conseil d'administration. Les lycéens de Fontenay-sous-Bois bloquent l'A86 pendant deux heures., ceux du Raincy la voie-fermée.

#### **MARDI 21 MARS.**

Cinquante-sept universités et 814 lycées perturbés (dont 191 fermés ou bloqués), contre 44 et 330 la veille, selon le ministère. Appels à la grève pour le 28 mars dans les secteurs des transports

(SNCF, RATP, Air France), de la Poste et de l'Education. Le Premier ministre annonce qu'il n'accepterait «ni retrait ni suspension ni dénaturation du CPE». 40 000 manifestants étudiants et lycéens dans plusieurs villes à l'appel de ces orgas. **Paris** : 5 000 manifestants de Denfert-Rochereau à République. Petits affrontements place de la Sorbonne, une cinquantaine de voitures endommagées rue Gay-Lussac. Le lycée Camille-Sée (15e) est occupé puis endommagé (tables, chaises, vitres, extincteurs) avant d'être expulsé, comme le lycée Louis-Armand (15e) la veille. Il avait été en partie dégradé et son environnement détourné (feux de poubelles, container à verre renversé, etc). La direction de l'EHESS occupée se plaint de pillages. **Angers** : 2 à 3 000 manifestants et occupation du Palais de Justice pendant une heure. **Caen** : occupation par 600 personnes des voies de la gare pendant deux heures. **Seine St Denis** : suite à la manif anti CPE, un groupe pille les rayons sucreries d'un supermarché en laissant un peu de verre brisé à Montfermeil. Affrontements à Clichy-sous-Bois autour du lycée A. Nobel. 17 lycées sont désormais fermés par le rectorat «par mesures de sécurité» (dont deux à La Courneuve et deux à Noisy-le-Sec). **Essonne** : 400 lycéens venus d'une quinzaine de lycées s'affrontent avec la flicaille à Savigny-sur-Orge devant le lycée Corot. **Seine-et-Marne** : Péage gratuit à Coutevroult organisé par des étudiants de Marne-la-Vallée. À Savigny-le-Temple, une journaliste du Parisien se fait frapper et dérober appareil photo, portable et voiture devant le lycée Antonin-Carême. Plus loin, devant l'autre lycée de la ville (Pierre-Mendès-France), un autre journaliste de ce quotidien se fait arracher son appareil photo. Enfin, deux journaflics du même torchon se font tabasser et piller leur matos dans l'Oise devant le lycée Mireille-Grenet.

### MERCREDI 22 MARS.

Cinquante-neuf universités sont perturbées, dont dix-huit bloquées selon le ministère, 68 selon l'Unef (dont 30 bloquées et 5 fermées administrativement), et 533 lycées (plus de 600 selon l'UNL).

**Paris** : tentative repoussée d'expulsion de l'EHESS occupée, la direction fait appel à 22 vigiles (impuissants), et les profs se retirent du lieu. Une journaliste de RTL se fait piquer son micro. **Poitiers** : blocage des principales voies d'accès au centre-ville. **Rennes** : Luc Ferry puis Edmond Hervé, le maire, se font entarter. **Dijon** : le local UMP de la rue d'Auxonne est déménagé par 40 individus masqués. **Lille** : occupation d'une ANPE. **Ile-de-France** : lors de l'élection au CROUS, une urne est brisée à l'université de Nanterre. Affrontement d'une centaine de lycéens avec les keufs au Blanc-Mesnil lors d'une manifestation.

### JEUDI 23 MARS.

Soixante-sept universités sont perturbées, dont 21 bloquées selon le ministère.

Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants, qui réunissent 450 000 personnes. Le Premier ministre invite les syndicats à discuter du CPE «sur un ordre du jour non limitatif» et «sans a priori». Ils acceptent l'invitation pour le lendemain, précisant demander toujours comme préalable le retrait du CPE. **Paris** : Le matin, blocage de la place de la Bastille par les lycéens de Victor-Hugo, Charlemagne, Sophie-Germain et Voltaire. Occupation de la Direction régionale du travail et de l'emploi dans le 19e par une centaine de lycéens du Val-de-Marne, elle sera évacuée le soir. Manifestation à 14h30 de place d'Italie à Invalides (de nombreux lycéens de la région parisienne et des étudiants de plusieurs villes de province aussi), 23 à 50 000 personnes. Affrontements avec les keufs, une cinquantaine de voitures défoncées, commerces attaqués (dont une agence immobilière, un resto asiatique, une société financière dont les ordinateurs volent sur la pelouse), et aussi pas mal de dépouilles entre manifestants. Plusieurs voitures et un commerce sont enflammés rue St Dominique. Un groupe finit la manif vers la Sorbonne, où une barricade de tables, chaises des bars voisins et panneaux est enflammée à l'angle des rues Soufflot/St Jacques. Le long des rues d'Assas et de Rennes, les abribus et les cabines

de téléphone sont détruits. 262 interpellations (630 au niveau national) et une soixantaine de manifestants blessés d'un côté. 90 gendarmes et policiers blessés au niveau national (27 à Paris, dont plusieurs civils roués de coups aux Invalides), et un total de 453 depuis le début mars. **Marseille** : 10 à 50 000 manifestants. Affrontements sur la fin à coups de pierres et bouteilles contre lacrymos. **Grenoble** : 6 à 12 000 manifestants. Affrontements sur la fin pendant trois heures, une trentaine d'arrestations et quatre flics blessés (dont un civil blessé à la tête par un coup de flash ball d'un collègue). **Caen** : blocage des quatre ponts de l'Orne, badigeonnage des locaux de l'UMP. **Bordeaux** : 15 000 manifestants. Occupation de la gare et un TGV bloqué (ainsi qu'un second à Coutras). **Rennes** : 6 à 10 000 manifestants, on peut lire sur la banderole de tête « Nous sommes tous des casseurs », affrontements à la fin. Occupation des Galeries Lafayette, baston dans le magasin (fumigènes et projectiles balancés, une porte en verre éclate). **Reims** : 150 manifestants font une auto-réduction de train pour monter à la manif parisienne. **Angers** : 4 000 manifestants. Occupation de la gare. **Strasbourg** : 1 800 à 5 000 manifestants. Brève occupation de l'ENA. **Lyon** : tentative d'obtenir des trains pour aller manifester à Paris : blocage de la gare. Blocage de l'autoroute, manifestation sauvage. Affrontements avec les flics l'après-midi. Entre 5 et 25 interpellations. **Ile-de-France** : Affrontements la matinée à Savigny-sur-Orge pendant plusieurs heures, pierres et objets enflammés contre les keufs. Deux voitures renversées, une troisième en feu, une trentaine défoncées, des abribus et cabines détruites autour du RER C : soixante interpellés (9 garde-à-vue), sept keufs blessés. Au lycée Richelieu à Reuil, deux agents administratifs sont frappés lors d'échauffourées. À l'université de Nanterre, le restaurant universitaire et la sandwicherie sont dévastés. À Ivry sur Seine, 200 manifestants affrontent la police, un adjoint au maire est blessé. À Bobigny, une équipe de France 2 est molestée, des abribus descendus, le centre commercial ferme d'urgence à l'arrivée des manifestants. Affrontements à St Denis (une rame de tramway

saccagée, deux magasins pillés), Drancy, Bondy et au Raincy.

#### VENDREDI 24 MARS.

Les syndicats sont reçus à Matignon pendant trois heures et affirment en sortant être tombés dans un piège puisqu'il ne s'agissait en fait que de discuter d'un aménagement du CPE. « Dès lors que la loi a été votée, le CPE doit s'appliquer » déclare Chirac à Bruxelles une heure avant la réunion. cinquante-six universités bloquées et douze avec barrages filtrants (57 selon le ministère). 198 lycées bloqués et 407 perturbés, selon le ministère. **Paris** : expulsion de l'EHESS à 6h, 72 interpellations, une personne convoquée plus tard en jugement après garde-à-vue. **St Denis** : le centre ville est attaqué de 9h à midi par plus d'une centaine de jeunes, des dizaines de voitures sont défoncées et incendiées, un car de touristes bloqué et des passagers détroussés, une quinzaine de commerces pillés et saccagés (dont trois bijouteries, une pharmacie, un magasin de portables). Quatre keufs blessés, trois mineurs interpellés. **Vénissieux** : affrontements entre lycéens et flics, au moins une arrestation.

#### SAMEDI 25 MARS.

Les quatre organisations lycéennes et étudiantes de gauche refusent de se rendre à Matignon. Seules la Fage et l'UNI y devisent des aménagements possibles. Villepin annonce qu'il « accepte d'ouvrir le dialogue » sur les conditions de la rupture du contrat et la période d'essai de deux ans.

#### DIMANCHE 26 MARS.

La sixième coordination nationale étudiante réunie à Aix-en-Provence modifie légèrement la plate-forme de Toulouse (rajoutant par exemple une dérisoire demande de démission du gouvernement), appelle à la manif du 28 mars puis à une journée « de blocage des principaux axes routiers et ferroviaires » en vue d'une grève générale, ne formalisant qu'une pratique qui se développe de plus en plus en dehors des grandes journées de manifestations syndicales.

## LUNDI 27 MARS.

**Caen:** occupation de la DDTE d'Hérouville St Clair.  
**Vénissieux:** affrontements entre lycéens et flics, au moins une arrestation.

## MARDI 28 MARS.

Manifestations dans plus de 250 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («quatrième journée d'action contre le CPE»), qui réunissent entre 850 000 et 3 millions de personnes. La chaîne américaine CNN interrompt ses programmes pour commenter en direct l'affrontement à République (Paris), comparant la situation à celle de la place Tiananmen à Pékin en 1989! **Paris:** 700 000 manifestants de place d'Italie à place de la République où se produisent des affrontements. Les premiers énevrés se mangent les charges brutales du service d'ordre CGT à coups de barres (avant d'être livrés aux gendarmes). Plusieurs flics blessés (dont un grièvement qui s'est pris une fusée dans la face), 629 interpellations (156 garde-à-vue et 44 déférés au parquet). L'AFP a été occupée place de la Bourse, le temps d'y accrocher la banderole «un mois ferme, deux mois ferme, trois mois ferme, nous sommes tous des casseurs de ce système». Quelques vitrines cassées (dont le Go Sport et le Bouygues à République). **Lille:** 25 à 80 000 manifestants. Affrontements avec nombreux projectiles, barricades et destructions jusque dans le vieux-Lille où se sont déroulés de nombreux saccages. **Toulouse:** 36 à 80 000 manifestants. Echauffourées place du Capitole. **Caen:** 18 à 30 000 manifestants. Affrontements devant la préfecture. **Dijon:** 11 000 manifestants. Occupation des voies ferrées. **Rennes:** 30 à 50 000 manifestants. Affrontements et occupation des voies de la gare pendant deux heures. Plusieurs dizaines de vitrines (boîtes d'intérim, agences immobilières...) sont défoncées. Onze interpellations et deux keufs blessés. **Grenoble:** 26 à 60 000 manifestants. Affrontements avec les keufs (dont deux sont blessés) autour de la place Victor Hugo, petites barricades et mobilier urbain renversé, plusieurs voitures

et deux vitrines cassées. 200 interpellations, 58 garde-à-vue. **Rouen:** 25 000 manifestants. Des vitrines du centre-ville historique sont brisées pendant la manif. **Mont-St Michel:** 600 manifestants bloquent l'accès au site, sur lequel ils accrochent des banderoles anti-CPE. **Ile-de-France:** Affrontements devant la gare à Savigny sur Orge (Essonne), panique au centre commercial Créteil Soleil déjà attaqué la semaine passée, face à une quarantaine de jeunes, et tous les rideaux sont vite baissés. **Lyon:** Le service d'ordre de la CGT (ou des flics avec des autocollants CGT selon les versions) livre deux manifestants aux sarkouzes. **Dijon:** occupation de la gare et affrontements avec les flics, trois personnes sont arrêtées par la BAC. Une d'entre elle sera condamnée le lendemain même à un mois de prison ferme.

## MERCREDI 29 MARS.

Une nouvelle journée de manifestations nationales est décidée pour le 4 avril. Alors que près de 420 lycées sont bloqués ou perturbés (et 1 400 la veille), le ministre de l'Éducation annonce qu'il a donné la consigne aux recteurs de faire rouvrir dès le lendemain les bahuts «y compris par la force». Seuls quelques proviseurs le suivront dans les jours qui suivent. Par ailleurs cinquante-six universités sont toujours bloquées (17 plus 41 perturbées selon le ministère). **Paris:** blocage sauvage du périph. À l'aube, plusieurs sabotages incendiaires de distributeurs électriques (à Maison-Alfort, Villeneuve-le-Roi, Longjumeau, Epinay-sur-Orge) avaient bloqué la circulation des RER C et D pendant plusieurs heures et la SNCF prévoit des perturbations pendant plusieurs jours. Tentative d'envahissement du plateau d'une émission de télé-réalité de M6, «Nouvelle Star». Occupation la nuit du lycée Balzac (17e) par le gymnase et nombreuses dégradations. **Toulouse:** occupation de la DDTE. **Rennes:** blocage de la circulation en blindant une rocade de chariots de supermarché.



## JEUDI 30 MARS.

Le Conseil Constitutionnel valide la «loi pour l'égalité des chances», dont l'article 8 contient le CPE. 145 lycées fermés et 368 perturbés selon le ministère, 68 universités bloquées selon l'Unef. **Paris** : Blocage le matin du périphérique (à l'appel des orgas lycéennes) avec du matos de chantier par 300 personnes vers Porte de Châtillon. Manif sauvage à Châtelet qui finit en occupation des voies gare de Lyon pendant deux heures. Une dizaine de garde-à-vue. **Lille, Metz, St Etienne, Roanne** : blocages des voies de la gare pendant plusieurs heures. **Rennes** : manif sauvage de 6 000 personnes qui bloque la rocade après un blocage des voies de chemin de fer. **Marseille** : occupation des voies à la gare St Charles, après le blocage de plusieurs sorties et accès autoroutiers. **Lyon** : manif-bouchon de 2000 personnes. Action de blocage sur les voies ferrées puis manif libre qui se termine par une charge de CRS et au moins quatre arrestations. Une personne prendra 6 mois ferme pour avoir taquiné une RG. **Caen** : blocage de deux tronçons du périphérique (direction Paris & Rennes-Cherbourg). **Toulouse** : occupation du rectorat par les étudiants en Staps. **Dijon** : occupation conjointe, avec les intermittents, de la Chambre de Commerce et d'Industrie et de la Direction Régionale des affaires culturelles. **Poitiers** : occupation de l'IUFM. **Limoges** : occupation du rectorat, manif devant le Palais de justice, blocage de la A20. **Nantes** : occupation de la Direction régionale des affaires culturelles avec les intermittents. Les occupants, barricadés, seront expulsés. Blocage des ponts sur la Loire. **Ile-de-France** : bataille rangée contre les keufs devant le lycée de l'Essouriau aux Ulys et interpellations jusque dans la cantine, blocage des voies de la gare à Arpajon et Savigny-le-Temple (RER D), blocage de la N19 et courses poursuivies durant six heures entre les keufs et les lycéens du Val-de-Marne.

## VENDREDI 31 MARS.

Intervention du Président de la République à la télévision : il annonce qu'il «promulgue la loi instituant le CPE» au Journal Officiel, tout en demandant qu'une nouvelle loi soit vite votée pour le modifier (passant la durée d'essai de deux à un an et ajoutant l'obligation de motiver le licenciement) et qu'entre temps il ne soit pas appliqué ! Six cent quarante-neuf lycées sont désormais bloqués ou perturbés, onze organisations de gauche appellent à des manifestations pour le 4 avril. **Paris** : le rassemblement à Bastille pour écouter l'intervention du Président part en manif sauvage de cinq mille personnes pendant plus de sept heures sur vingt-cinq km dans la ville ! Devant l'Assemblée Nationale, on pisse, devant le Sénat, après une tentative d'enfoncer la porte, c'est une guérite qui valse, suivis de brefs affrontements devant la Sorbonne. Ensuite, en direction de la butte Montmartre, une cinquantaine de commerces sont attaqués (agences d'interim, banques, agences immobilières) le long du cortège qui passe boulevard Magenta. Le slogan «Paris debout, réveille-toi !» apparaît pour la première fois. Au Sacré Cœur vers 4h du matin, un feu est allumé, «vive la Commune» tagué sur l'odieuse basilique. Au passage, une permanence UMP est aussi entièrement saccagée dans le 9e. **Sarran** : occupation du musée Jacques Chirac. **Montpellier** : manifestation de nuit avec casseroles, percussions et trompettes. **Grenoble** : Manifestation sauvage et nocturne de 2 ou 3 000 personnes. **Nantes** : après le discours de Chirac, 2 000 personnes se rassemblent devant la préfecture où les échauffourées ne finissent que vers 1h du matin. **Strasbourg** : blocage des voies du tramway pendant une heure. **Poitiers** : occupation du rectorat puis du conseil municipal à majorité PS. **Massy, Blois, Rennes, Montauban** : occupation des voies de chemin de fer. **Ile-de-France** : nombreux blocages de routes par des centaines de lycéens : la N188 à hauteur d'Orsay, la N104 vers Ste Geneviève et la N20 pendant quatre heures à Arpajon, la N186 à Créteil, la N16 à Luzarches, la N3 à St Denis.

## DIMANCHE 2 AVRIL

L'ensemble de la «loi sur l'égalité des chances» est publiée au Journal Officiel. Outre le CPE en son article 8, elle contient aussi l'apprentissage dès 14 ans, le travail de nuit à 15 ans, la suppression des allocations familiales sous divers prétextes et des stages dans la police et l'armée pour les futurs délinquants, La septième coordination nationale réunie à Villeneuve d'Asq (Lille-III) appelle à maintenir les actions de blocage, précisant que «les journées d'action ne sont utiles que si leur objectif affiché est de construire la grève générale, seul moyen de faire reculer le gouvernement. C'est pourquoi nous appelons à la grève générale reconductible dès le 4 Avril». Elle refuse une nouvelle fois d'élargir les revendications au-delà du retrait de la loi.

## LUNDI 3 AVRIL.

**Caen**: plusieurs agences d'interim sont visitées, et reçoivent peinture et mixtures nauséabondes. **Grenoble**: à l'initiative de lycéens, manif et blocages de voies de circulation (idem à Vizille et Voiron). La nuit, la vitrine du siège grenoblois de M6 est détruite par des inconnus.

## MARDI 4 AVRIL.

Manifestations dans 250 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («cinquième journée d'action contre le CPE»), qui réunissent entre 1,2 million et 3,1 millions de personnes. Création du «groupe des six» UMP (présidents du groupe à l'Assemblée et au Sénat, deux ministres et deux parlementaires) pour élaborer «sans préjugés» la nouvelle proposition de loi. Les syndicats acceptent d'aller discuter avec «le groupe des six». **Paris**: de 84 000 à 700 000 personnes marchent de République à place d'Italie. Affrontements pendant plus d'une heure à la fin: bouteilles et pierres (plus quelques extincteurs) contre lacrymos et charges. Un feu est parti au milieu de la place, des abribus tombent, un photographe est défoncé, d'autres touchés par les

projectiles. 383 interpellations (107 dans le reste de la France), 33 blessés dont 26 hospitalisés. **Rennes**: de 21 à 50 000 manifestants. Nouveaux affrontements place de Bretagne, où abribus, voitures et les quelques vitrines encore debout sont attaqués. Blocage de la gare par une autre partie des gens. **Lille**: de 16 à 45 000 manifestants. Cinq heures d'affrontements intenses où les flics se prennent quantité de projectiles, vitrines de commerces attaquées, mobilier urbain détruit, voitures idem, début d'incendie d'une agence d'interim. Une trentaine d'interpellations. **Grenoble**: de 28 à 60 000 manifestants. Blocages de la circulation et des trams, plusieurs affrontements avec la police. **Caen**: 17 à 40 000 manifestants. Occupation rapide du conseil régional puis blocage du périphérique et affrontements avec les CRS venus déloger les indésirables. Un photographe et plusieurs flics blessés par des pierres. Une dizaine d'interpellations. **Dijon**: la gare est occupée par plusieurs centaines de manifestants et bloquée pendant cinq heures. Les voies sont coupées par des poutrelles et les flics caillassés. **Angers**: 15 à 17 000 manifestants. Affrontements devant la préfecture et barricades. **Ile-de-France**: Nombreux blocages le matin avant de rejoindre les manif de l'après-midi. Carrefour Pompadour à Créteil (bouchons sur la N186 et N6), de la N7 pendant quatre heures vers Fontainebleau, de la place de la Boule à Nanterre pendant deux heures. À St Ouen l'Aumône, des pierres et molotovs volent sur le lycée, où les individus entrent y briser un peu de matériel. Il sera ensuite fermé administrativement.

## MERCREDI 5 AVRIL.

Début des consultations du «groupe des six», avec quatre syndicats historiques (CFDT, CGT, CFTC, FO). Officiellement, ceux-ci ont répété leur exigence d'obtenir de l'UMP le vote d'une proposition de loi abrogeant le CPE avant le 17 avril, date des vacances parlementaires. L'Australie déconseille à ses ressortissants de voyager en France. **Nantes**: blocage à l'aube du Marché d'intérêt national pendant trois heures. **Lannion**: blocage de la

Technopole Pegase, centre de recherche sur les télécommunications. **Poitiers** : des herses aux neufs points d'accès de la ville retardent de plusieurs heures le démarrage de l'activité économique. **Rennes, Lorient** : blocage de routes. **Rennes** : une conférence parodiant les clandestins (cagoules, armes factices, etc.) précise « nous ne désarmerons pas, jusqu'à la satisfaction de nos revendications » et réclame l'amnistie « de toutes les personnes interpellées depuis le début du mouvement » (et ceux de novembre?). **Toulouse** : occupation de deux centres de tri postal puis, la nuit, blocage pendant deux heures d'un convoi routier transportant à Blagnac un tronçon de l'Airbus A380. **St Etienne** : opération gratuite au péage de la Vienne. **Chambéry, Lille** : occupation des voies de chemin de fer. **Montpellier** : un local de l'UMP est saccagé et déménagé (chaises, tables, armoires) sur la voie publique. **Nanterre** : occupation d'un centre de tri postal. **Avignon** : un bureau du Medef est déménagé sur la voie publique.

#### JEUDI 6 AVRIL.

Poursuite des consultations du « groupe des six », avec la CGC et le Medef le matin, la FSU, l'UNSA et les orgas lycéennes et étudiantes l'après-midi. La présidente du Medef déclare à sa sortie : « Il est temps que l'on retrouve la voie de la raison et que la France se remette en marche », lâchant le gouvernement. Quarante-cinq universités bloquées et dix fermées, 126 lycées bloqués et 350 perturbés selon le ministère. **Paris** : occupations des voies de la gare de l'Est et St Lazare le matin, de celles de la gare du Nord l'après-midi, qui finit pour une partie en tentative de bloquer le périphérique à porte de Clignancourt. Un bus vide est utilisé comme bélier pour forcer un barrage de CRS porte de La Chapelle. Une manif sauvage le soir partie de Belleville finit chargée vers Oberkampf. Une permanence UMP est saccagée rue Chevet (11e) dans la nuit. **Toulouse** : Blocage de plusieurs accès des usines Airbus à Colomiers et St Martin du Touch. Occupation des voies de la gare Matabiau, échauffourées et 6 blessés. Saccage le soir du local de l'Unef dans l'Université du

Mirail, occupée et bloquée depuis 5 semaines. **Rennes** : saccage du local de l'UNI à la fac de Droit. Occupation d'une ANPE d'où les dossiers et le mobilier sont déménagés puis les offres d'emploi brûlées place de Bretagne. **Strasbourg** : blocage du Pont de l'Europe. **Pau, Lille, Narbonne** : occupation de la gare. **Dijon** : occupation d'un chantier Bouygues. **Nantes** : barrage sur la N137. Occupation de l'ANPE de Monzie d'où le mobilier est déménagé. **Millau** : deux députés UMP qui animaient une réunion publique sont « séquestrés » pendant une heure. **Caen** : occupation de la gare, où les keufs se prennent des pavasses avant de réussir à la dégager, pourchassant les manifestants dans toute la ville. Un flic blessé, une dizaine d'interpellations. **St Etienne** : blocage d'un des gros ronds-points de la ville avec des chariots de supermarché. **Le Mans** : blocage d'une zone commerciale puis de l'accès à l'autoroute et de la rocade de la ville. **Boulogne sur Mer** : blocage du port avec les marins-pêcheurs. **Orly** : blocage des accès à l'aéroport pendant quatre heures, notamment par la N7. **Grenoble** : blocage dès 6h en plusieurs points, puis manif sauvage, dispersée dans les lacrymos. Bordel dans un supermarché Géant Casino, où des étudiants en solde repartent avec quelles denrées négociées. **Marseille** : blocage de grands axes routiers et de l'accès au Port. **Ile-de-France** : blocage de la A1 à St Denis, de la route de Mitry à Aulnay, de la zone industrielle de Courtabœuf aux Ulis. Blocage d'un carrefour à Elancourt.

#### VENDREDI 7 AVRIL.

Cinquante universités et 318 lycées perturbés ou fermés selon le ministère. Le Premier ministre réaffirme qu'il est pour l'« aménagement » déjà proposé et non pas le retrait, le « groupe des six » rendra ses propositions lundi. Début des vacances de Pâques en Ile-de-France et Aquitaine. **Paris** : Un sit-in devant La Sorbonne part en manif par St Michel (où une voiture renverse délibérément 11 personnes avant d'être retournée) et finit par tenter de rejoindre un rassemblement devant La Santé, encerclé. Une autre manif,

partie le soir d'Arts et Métiers en passant par Beaubourg finit à St Paul avec quelques échauffourées. L'émission de France 2, «On a tout essayé», est victime d'un piratage le soir depuis la région: une phrase sur fond noir demande le «retrait du CPE».

**Bordeaux:** Manifestation devant l'École nationale de la magistrature, puis occupation du siège du Medef. **Perpignan:** blocage tout l'après-midi de la place de la Catalogne, carrefour névralgique de la ville. **Boulogne sur Mer:** blocage des voies de chemin de fer. **Nantes:** blocage des dépôts de bus et tram de la Semitan, puis du pont de Cheviré et de la zone commerciale Atlantis. **Rennes:** occupation d'un centre de tri postal jusque pendant la nuit. **Amiens:** péage gratuit sur l'A16. **Le Havre:** occupation des locaux du député UMP du coin, puis rapidement du Palais de Justice et de la Mairie. **Dijon:** attaque au faux sang du président des ANPE de France. **Seine St Denis:** Blocage de la N20 à Bagneux pendant une heure, de la A3 à Rosny-sous-Bois par des lycéens de Noisy, des RER A et B vers Aulnay sous Bois. Les lycéens de Montreuil descendent sur l'autoroute. **Seine et Marne:** blocages mobiles de la N7 et N152.

#### SAMEDI 8 AVRIL.

**Nanterre:** au lendemain de la réouverture de l'université, un incendie dans une cage d'escalier du bâtiment G de sciences-éco ferme l'immeuble pour une bonne semaine. **Toulouse:** occupation par 200 personnes de la galerie marchande du centre commercial Auchan-Gramont, les boutiques et l'hyper sont rapidement fermés, les vigiles se prennent des lances à eau dans la tronche. **Pau:** une centaine de personnes manifeste devant le Palais des sports où se tient la rencontre de Coupe Davis de tennis France-Russie. Trois réussissent à pénétrer sur le court en plein match et à faire le tour du terrain. **Lyon, Caen, Mans:** petites manifs sauvages.

#### DIMANCHE 9 AVRIL.

La huitième coordination nationale étudiante réunie à Bron (Lyon II) appelle à maintenir des journées d'action de blocage

des facs et des gares le mardi et jeudi, quelles que soient la décision du gouvernement prévue le lendemain, demandant toujours «le retrait total de la loi sur l'égalité des chances et du contrat nouvelle embauche (CNE)», tout en «appelant les syndicats à rompre immédiatement toute négociation et à appeler immédiatement à des manifestations régionales et à la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications». «Si le gouvernement supprime la loi dite sur "l'égalité des chances" et le CNE, ce sera une première victoire pour le mouvement. Cela montrera que le rapport de force est en notre faveur. Il faudra alors profiter de la brèche ouverte pour imposer, avec les salariés, les sans-papiers et les précaires, nos autres revendications».

#### LUNDI 10 AVRIL.

Le gouvernement annonce le matin qu'il remplace le CPE par des «mesures pour les jeunes en difficulté». Sur soixante-deux universités non encore en vacances, trente-trois sont perturbées et dix-neuf bloquées. Certaines commencent à voter la fin du blocage l'après-midi (Angers, Lyon II, St Etienne, Lille II), d'autres le reconduisent (Toulouse, Lille I, Nantes, Le Havre). **Paris:** le dépôt de bus de la rue Lebrun (13e) est bloqué pendant plusieurs heures, empêchant la sortie des bus de trois lignes. **Nantes:** blocage du dépôt des éboueurs de la Communauté urbaine (CUN) à Morrhonnière. Il durera trois jours.

#### MARDI 11 AVRIL.

Début d'examen de la proposition de loi «pour l'accès des jeunes à la vie active» à l'Assemblée, qui remplace le CPE et prévoit des aides pour les patrons qui embauchent un moins de 26 ans «en difficulté» en CDI. Vingt-sept universités bloquées et quatre fermées, selon le ministère. La levée des blocages continue avec Rennes II (votée pour deux jours), Poitiers, Reims, Pau ou Nancy. **Toulouse:** blocage des deux dépôts de bus de Tisseo-SMTC, empêchant tout bus de circuler pendant la matinée. Deux agences d'interim sont saccagées par un petit groupe qui y

tague aussi «La lutte continue». **Perpignan**: blocage de la voie ferrée. Une jambe cassée lors de l'expulsion. **Nantes**: occupation du tarmac de l'aéroport à 7h30, suivie de l'intervention des keufs. **Grenoble**: 2000 manifestants. Le mobilier d'une agence d'interim et d'une agence immobilière sont déménagés, occupation rapide des locaux du Dauphiné Libéré puis des locaux de Radio-France Bleu Isère pendant trois heures. Déménagement d'une ANPE. **Paris**: le président du syndicat lycéen UNL se fait virer de la tête de la manif. La vitre du local du PS du 3e arrondissement, rue Charlot, essuie plusieurs coups de masse. **Rouen**: barrage filtrant à l'entrée de la ville, provoquant un long bouchon sur l'A15. **Marseille, Paris, Bordeaux, Toulouse, Nancy, Rennes**: manifestations de quelques milliers de personnes dans chaque ville.

#### MERCREDI 12 AVRIL.

La proposition de loi «pour l'accès des jeunes à la vie active» est adoptée à l'Assemblée. Les barrières/grilles qui isolaient le quartier de la Sorbonne du reste de Paris sont enlevées par les flics. **Grenoble** vote la levée du blocage (une centaine d'occupants resteront jusqu'au 15 avril), tout comme Caen mais Rennes II reconduit la grève avec blocage lors d'une nouvelle AG (la présidence refuse ce revirement de vote et annonce le maintien des cours pour le lendemain. La nuit, une cinquantaine de personnes force alors les portes de l'université pour s'y barricader). Un premier bilan global annonce 822 manifestants majeurs déférés au tribunal, dont 271 passés en comparution immédiate (71 déjà condamnés à du ferme et 167 à du sursis ou TIG). 221 manifestants mineurs sont déjà passés devant un juge pour enfants (deux incarcérés) et 247 y sont convoqués. **Dijon**: blocage du centre de tri et de la zone industrielle de Longvic. Occupation du conseil général pendant trois heures.

#### JEUDI 13 AVRIL.

Le Sénat adopte la proposition UMP qui remplace le CPE comme les députés la veille. Il est donc définitivement voté. Le

ministère recense dix universités (sur 62 qui ne sont pas en vacances) perturbées, plus Rennes et Toulouse bloquées et la Sorbonne toujours fermée administrativement. **Rennes**: La présidence, devant l'impossibilité de changer le vote de la veille et face à une réoccupation de 400 personnes, ferme administrativement l'université jusqu'au 18 avril. Paris: petit rassemblement devant la Sorbonne. **Nantes**: 150 étudiants s'opposent à la tenue d'un référendum sur la reprise. Idem à Montpellier-III.

#### VENDREDI 14 AVRIL.

**Paris**: un bilan de la préfecture de police annonce depuis le début du mouvement 2 143 interpellations, 1 478 vérifications d'identité, 547 garde-à-vue, 85 comparutions immédiates (donnant 32 peines de prison ferme) et 128 comparutions à venir.

#### SAMEDI 15 AVRIL.

**Caen**: blocage des accès au centre commercial Mondeville 2.

#### DIMANCHE 16 AVRIL.

La neuvième coordination nationale, réunie à Nancy, vote l'élargissement des revendications (demandant «l'abandon du projet de loi sur l'immigration et du plan de prévention de la délinquance») et appelle à des journées d'action les 18, 25 avril et 1er mai. «La coordination nationale condamne le contenu et les conclusions des pourparlers engagés entre les dirigeants syndicaux et l'Etat UMP. Ces démarches laissent intactes la LEC et le CNE. De plus, seul le mouvement de lutte est légitime pour signifier la victoire ou la défaite de la lutte».

#### MARDI 18 AVRIL.

Retour des vacances de Pâques dans la zone qui a commencé le mouvement et reprise des cours à Rennes II et Toulouse-Le Mirail, Nantes et Montpellier III (plus Dijon, Grenoble et Strasbourg) malgré quelques tentatives d'empêcher la reprise à plusieurs endroits. Le ministre de l'Economie, Breton, publie les

chiffres des dégâts (essentiellement le nettoyage, du mobilier et quelques dégradations, parfois du personnel de sécurité supplémentaire): 600 000 € à l'EHESP, 550 000 € à la Sorbonne, 300 000 € à Grenoble III, 150 000 € à Toulouse II, 100 000 € à Rennes II et Nanterre, 50 000 € à Nantes. Jérémie Giono, responsable de l'Unef à Grenoble déclare: «on a été débordés par des gens incontrôlables. On condamne ces dégradations. On s'est même proposés de repeindre les murs». **Rennes**: manif de 300 personnes qui perturbent la gare. Déménagement d'une mission locale de l'ANPE et perturbation d'un Quick. **Caen**: 80 manifestants occupent la présidence de l'université, dont le mobilier est déménagé et des murs tagués. **Grenoble**: des journalistes de France 3 se font sortir de l'AG qui se tient Galerie des amphes. **Paris**: rassemblement de quelques centaines de personnes place d'Italie, avec des sans-papiers (81 d'entre eux qui squattaient en face de l'université Tolbiac ont été expulsés le 14 avril). **Toulouse**: occupation des locaux de la TLT (régie de transports de la ville).

#### JEUDI 20 AVRIL.

**Toulouse**: occupation de la radio «Le Mouv». L'université Le Mirail, en un baroud d'honneur, revote la grève, mais sans le blocage. **Caen**: blocage des accès du supermarché Carrefour Côte de Nacre.

#### DIMANCHE 23 AVRIL.

La dixième coordination nationale, se réunit à Bordeaux III, pour faire durer le plaisir des coquilles vides: «La grève reconductible avec blocage, les manifestations massives, l'unité réalisée entre la jeunesse et les salariés créant la menace de grève générale des travailleurs et les actions ont donné sa force à notre mouvement. Même si les cours reprennent pour l'instant dans un certain nombre d'universités, un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs reste nécessaire pour chasser Chirac, son gouvernement et sa politique». Elle appelle à des manifs sur les

tribunaux le 25 avril et des meetings pour l'amnistie le 9 mai. Les soixante mandatés présents à cette coord' sont tous nommés porte-parole.

#### LUNDI 24 AVRIL.

Retour des vacances de Pâques dans la seconde zone et reprise des cours à Bordeaux et l'Île de France (Nanterre, Tolbiac, Jussieu, Censier,...). **Paris**: La Sorbonne est réoccupée puis expulsée en soirée sous l'orage. Départ en manif sauvage, plusieurs banques, des commerces, Charlie Hebdo, une permanence du PS sont attaqués. Le cortège s'auto dissout avant Bastille où se sont groupées les forces de l'ordre en masse.

#### MARDI 25 AVRIL.

**Paris**: Villepin se rend à la Sorbonne, rebouclée. 200 manifestants sont repoussés par les keufs

#### MARDI 1 MAI.

**Grenoble**: un leader local de l'UNEF est entarté pendant la manif traditionnelle. **Paris**: dans le cadre de l'euro mayday plusieurs dizaines de banques et boîtes d'intérim sont fracassées... une trentaine d'interpellations dont deux se soldent par des passages en justice après deux semaines de préventive.

#### NOTES :

- les citations sont des journaux.
  - la chronologie est plus développée sur la région parisienne uniquement parce que nous y disposons de plus précisions.
  - le chiffre de participation aux manifestations est celui des keufs puis des organisateurs.
- Bien entendu, nombre de ces infos sont tirées de la presse ou des indymedia, ce qui doit les relativiser. Corrections bienvenues pour une mise à jour plus complète.

*Sources : Cette Semaine n°89, juin 2006, pp. 5-17*

## Chez tahin party

Il est possible de télécharger gratuitement des versions intégrales de chacun de ces ouvrages sur notre site, <http://tahin-party.org>. Ce qui nous intéresse est en effet non de vendre des idées mais de les faire circuler..

### FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE

*France-Afrique : le crime continue*

[ISBN 2-912631-02-5, 80 p., 2,30 €, 2000] (épuisé)

### PETER SINGER

*L'Égalité animale expliquée aux humain-es*

[ISBN 978-2-912631-13-8, 80 p., 3 €, 2002] [rééd. actualisée]

### LAURA COTTINGHAM (postface de Christine Bard)

*Combien de « sales » féministes faut-il pour changer une ampoule ? Antiféminisme et art contemporain*

[ISBN 2-912631-01-7, 80 p., 7,60 €, 2000]

### CATHERINE BAKER

*Pourquoi faudrait-il punir ? Sur l'abolition du système pénal*

[ISBN 2-912631-11-4, 220 p., 8 €, 2004]

### CATHERINE BAKER

*Insoumission à l'école obligatoire*

[ISBN 2-912631-12-2, 220 p., 8 €, 2006]

(en co-édition avec les éd. du Ravin bleu) [rééd. actualisée]

### SHULAMITH FIRESTONE

*Pour l'abolition de l'enfance*

[ISBN 978-2-912631-14-5, 80 p., 3 €, 2002] [rééd. actualisée]

### JEAN-PAUL GOUTEUX (actualisé par Jacques Morel)

*Un génocide sans importance. La France et le Vatican au Rwanda*

[ISBN 978-2-912631-15-2, 224 p., 6 €, 2001] [rééd. actualisée]

### E. REUS, D. OLIVIER, E. HARDOIN-FUGIER

*Luc Ferry ou le rétablissement de l'ordre. L'humanisme est-il anti-égalitaire ?*

[ISBN 2-912631-09-2, 160 p., 3 €, 2002]

### E. REUS, D. OLIVIER, J. RACHELS, Y. BONNARDEL

*Espèces et éthique. Darwin : une (r)évolution à venir*

[ISBN 2-912631-06-8, 224 p., 8 €, 2001]

### JOAN DUNAYER

*Poissons. Le carnage*

[ISBN 2-912631-10-6, 40 p., 2,30 €, 2004]

TAHIN PARTY [ تھین پارٹی ]  
n. f. (de tahin, 100% sésame, et  
party, insouciance occidentale)  
1. *Soc.* Édition érémyphile. 2. *Pol.* La  
nature n'existe pas. 3. *Hist.* Trahir  
ses pairs ; renoncer à ses  
privilèges ? 4. *Biol.* Moins de  
souffrances. 5. *Géopol.* Le reste  
du monde s'invite à la fête.

Achévé d'imprimer en mars 2007  
à l'imprimerie 3 A du Ravin Bleu  
à Quincy-sous-Sénart

dépot légal mars 2007